



Amis et Camarades,

Vous êtes priés de faire tourner le plus possible ce cinquième numéro de PaZoC.

Organisons la confusion qui emportera dans le chaos le *Sommet Climat* organisé par Hollande, en décembre à Paris, au Bourget.

Soyons COP 21 dans toutes nos actions.

N'ayez pas peur, les amis, nous vaincrons !

La rédaction de PaZoC

A graphic design for PaZoC magazine. At the top, a red diagonal banner contains the text "PARIS ZONE DE COMBAT" in white, bold, sans-serif font. To the right of this banner is the email address "revuepazoc@yahoo.fr". Below the banner, the text "PARIS CLIMAT 2015 MAKE IT WORK" is written in a small, black, sans-serif font. The word "GREVE" is written in large, white, distressed, sans-serif letters on a black background. Below "GREVE", the word "GENÉRALE!" is written in large, white, distressed, sans-serif letters on a red background. In the top right corner, the text "PaZoC N°5" is written in a white, sans-serif font, with "PREMIÈRE REVUE SIMULTANÉISTE" written in a smaller, white, sans-serif font below it. A small illustration of a person is visible in the top right corner.



Une cible : la COP 21

La bourgeoisie ne peut que craindre la stupidité des masses tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence dès qu'elles deviennent révolutionnaires

Le 18 brumaire de L. Bonaparte
Karl Marx

Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse !
Qu'un artisan défende ses intérêts de tout petit bourgeois ou un cheminot ses acquis d'ouvrier fonctionnarisé ceci est bien universel ! Le conservatisme aussi se logera toujours dans le petit cœur humain des révolutionnaires.

Les réalités de la nature ne nous effraient pas, nous en avons fait le terreau de notre analyse, la bêtise serait de croire un instant que quelconques idées puissent modifier l'humanité. La litanie des espérances qui firent les beaux jours de l'histoire, comme l'encens des messes anciennes ne laissent qu'un parfum nsurané et peut-être de la nostalgie si la mémoire se confond dans la légende.

Mort aux idéologies ! Que les penseurs fassent silence, nous ne voulons pas d'un monde hors-sol, d'un avenir déshumanisé. Nous ne voulons pas de la bonne volonté des intelligences, nous voulons des bras, du courage et de l'insoumission.

Ceci pour dire que nous croyons méthodiquement au feu qui transfigurera le renouveau, nous croyons que l'utilité de chacun est son aptitude à brûler, aucunement son *pédigree*, sa pensée, ses vices ou je ne sais quelle limite. Nous préférons voir dans l'oeil de nos frères la paille qui se consumera plutôt que la poutre qui édifiera, pour l'instant.

Que se taisent encore les fauteurs de troubles, les perpétuels insatisfaits, les flics de la pureté, les commissaires du peuple : si tu as peur de perdre ton *confort* ou que tes idées à l'épreuve du réel imploient : reste chez toi... viens pas mettre des bâtons dans nos roues, ne ralentis pas le mécanisme et sourd mouvement qui libèrent l'homme de ses maîtres, le libèrera conjointement des idéologies et de ta petite idée du bonheur sur terre. C'est sur les ruines du monde que se créeront les solidarités inespérées... si nous attendons que le plan de "l'après" soit prêt, rien ne pourra arriver car il ne peut exister de plan viable et partageable par tous les acteurs séditionnaires.

Tous ceux qui ont travaillé à écrire des plans et à les mettre en oeuvre l'ont fait contre l'homme, contre l'esprit, lorsqu'au lendemain de la révolution des intellectuels travaillent aux desseins futurs, c'est à nouveau l'enfer qui vient.

Ne prévoyons rien qui puisse empêcher l'action et nous opposer entre camarades, n'ayons en tête que l'objectif de la victoire contre les forces capitalistes. De ce sabotage émergera ce que nous ne pouvons prévoir et c'est très bien !

Formons les rangs de la colère tous azimuts !

Préparons nous à côtoyer ce qui nous est étranger !

La révolution est avant tout un changement de paradigme.

Prenons Paris, mobilisons nous autour de la COP 21.

Chantons partout la petite musique de l'insurrection.

Organisons-nous sans organisation !

Soyons prêts à tout, SIMULTANÉMENT !

La grève vraiment générale

Dans sa situation doctrinale asséchée, l'extrême-gauche «classique» a toujours refusé d'imaginer la grève générale autrement que comme un privilège de la classe ouvrière ou alors comme une mission particulière qui incomberait à celle-ci...

Mais alors que la classe ouvrière s'étiole et que ses «beaux restes» se replient sur la seule défense des acquis sociaux, la grève générale n'est plus qu'une incantation groupusculaire, le prétexte à tee-shirts et à autocollants délirants et onanismes édités par quelques groupes antifas qui croient malin et productif de dessiner des chats en colère en soulignant «Grève générale»...

La vérité est que, si on la limite à la classe ouvrière, la grève générale est perdue ! Si on la laisse aux syndicats de défense des acquis, la grève générale ne sera jamais plus qu'un faux chantage lancé, de façon si peu crédible, par la CGT, SUD et la CNT...

La grève générale doit subir une extension du domaine de la lutte. Et puisque la grève générale est confisquée à l'intérieur de la classe ouvrière par ses organisations, il faut la libérer, l'étendre, la généraliser.

Généraliser la grève générale est une nécessité... facile à dire mais comment faire ?

En France, nous n'avons connu que deux véritables grèves générales : 1936 et 1968. mais toutes deux étaient contrôlées par l'appareil du Parti Communiste et ne furent donc jamais laissées libres de se muter en une grève insurrectionnelle.

Chez les anarchistes, la grève générale, même si elle fait la base incantatoire de l'anarcho-syndicalisme, n'est jamais découplée de séquences historiques marquées par quelques expériences d'autogestion : la Commune de Paris, l'Ukraine de Makhno, les conseils de Bavière et d'Italie, la révolution agraire du front aragonais pendant la guerre d'Espagne ; même la Hongrie de 1956 est souvent mobilisée dans le souci d'ajouter une expérience à la liste... mais cette série de tentatives qui ont lié la recherche d'une mutation économique profonde et le refus des dictatures prolétaires n'est toujours, au fond, qu'une réécriture...

Chez les anarchistes, la grève générale, théorisée par Fernand Pelloutier, alimente un syndicalisme révolutionnaire qui fut d'abord une pratique sans doctrine précise... Ainsi, dans l'idéologie syndicaliste révolutionnaire, la mise en application voudrait précéder la formulation mais ne parvient, en réalité, qu'à la justifier a posteriori. «Cela explique que tout ce qui est regroupé sous le terme d'action directe est avant tout un ensemble de luttes particulières où la base agit par elle-même sans intermédiaire» annonçait une plateforme de l'AIT...

On pourrait donc penser que le syndicalisme catégoriel contemporain n'est que la survivance moribonde d'un romantisme révolutionnaire inadaptable alors que beaucoup ont voulu que l'après-guerre soit l'ère de nouveaux rapports sociaux allant dans le sens de la co-responsabilité, de la co-gestion. Plus prosaïquement, les anarcho-syndicalistes sont fidèles à quelques grands principes. Les anarcho-syndicalistes estiment que les expériences de co-gestion, de participation, d'actionnariat ouvrier ont pour résultat "la formation d'une nouvelle catégorie bureaucratique de représentants ouvriers, de délégués plus ou moins fonctionnarisés, de spécialistes syndicaux, catégorie qui s'intègre sans difficulté dans les cadres moyens dirigeants, servant de tampon lors des heurts sociaux... La présence de représentants syndicaux dans les conseils d'administration n'est en rien un pas vers un régime de démocratie industrielle, mais bien une adaptation meilleure au système d'exploitation" (L. Mercier Véga).

C'est pourquoi la grève générale n'est généralement envisagée qu'en queue de doctrine, comme une cerise sur le gâteau. En France et ailleurs, la grève générale n'a donc jamais été prise réellement au sérieux dans la mesure où elle n'a jamais été expérimentée et que ce n'est pas par elle...



que les révolutions sont advenues puisque celles-ci ont toujours été accouchées soit par un coup d'Etat («révolution d'octobre»), soit par l'occupation étrangère (communismes du Bloc de l'Est) ou soit par des guérillas (Chine, Vietnam, Cambodge, Cuba...).

Aucune «révolution» n'est encore jamais sortie de la grève générale.

Les quelques théories et tactiques à propos de la grève générale furent mises en pratique puis formulées dès le XIXème siècle. Il faut signaler que pour les anarcho-syndicalistes, «Le syndicalisme révolutionnaire part de bases concrètes, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution cézarienne part de la doctrine pour y faire entrer de force le réel».

Pour ses adeptes «ouvriéristes», la grève générale est donc un «effort des travailleurs en révolte», elle est le résultat d'un état d'esprit combatif, générateur de solidarité (la contestation du pouvoir aura pour résultat espéré un accroissement du bien-être et de la liberté des exploités et donc une diminution des privilèges des exploités). Aussi, les partisans de la grève générale considèrent généralement qu'il faut préalablement créer des «syndicats anti-autoritaires» s'opposant aux syndicalistes de métier qui ne réclament, eux, qu'une répartition plus équitable des fruits de la croissance. C'est ainsi que les embryons idiots de syndicats révolutionnaires mettent en avant la lutte contre l'aliénation économique née de la logique capitaliste (la contradiction permanente des intérêts des classes en lutte déterminera un

fait social, la révolution, qui rompra brutalement le cours normal de l'antagonisme des intérêts économiques). Selon cette espérance-là, seule la grève générale permettra aux ouvriers de se libérer du capitalisme et donc du salariat. Dans un esprit raisonnant exclusivement à partir de la classe ouvrière et de ses intérêts, la grève générale est donc une espèce de transition nécessaire.

Voilà évidemment une position devenue totalement chimérique et qui ne sert plus qu'à combler un vide en rivalisant avec une autre forme de conquête du pouvoir : la prise du Palais d'hiver par les Bolchéviks.

Pourtant, la grève générale reste une «bonne idée». On imagine bien que la mégamachine ne résisterait pas à plusieurs semaines de mise en panne, surtout si la grève générale était accomplie dans un esprit de sabotage, ce qui veut dire : couper les manettes, disjoncter les transformateurs, placer toutes les communications sur «off».

Mais aujourd'hui que la classe ouvrière s'est étiolée, est-elle la mieux placée pour accéder à tous les boîtiers de la mégamachine ?

Naturellement, des syndicats tels que la CGT ou SUD restent indispensables à EDF, France Télécom et à la SNCF...

Mais pour couper les routes ? Toutes les routes... Mais pour bloquer les accès aux réservoirs d'essence ? Mais pour saturer l'appareil policier dans tous les centres ville ? Mais pour s'emparer de toutes les chaînes de radio et de télévision et les éteindre ? Mais pour faire de Paris une Zone de Combat ? La classe ouvrière d'aujourd'hui, en nombre et en degré de motivation, suffirait-elle ?

Le premier qui nous répondra oui est un sacré forcené de l'onanisme marxiste. La vérité est que seule une grève générale «vraiment générale» peut espérer réussir en additionnant aux grands syndicats ouvriers, les routiers, les artisans en agonie, les commerçants en colère, les étudiants, les jeunes de cité, les chômeurs, les marginaux, les punks, les routards, les autonomes, les squatteurs, mais aussi les nerfs, les vigiles, les fachos, les Bonnets Rouges, les alcooliques bretons, quelques officiers en rupture à la façon Rossel, tous les intellectuels anti capitalistes allant du bordiguisme au royalisme de gauche en passant par tous les anarchismes et tous les trotskysmes, des retraités, des profs, des instits, des geeks, des indéfinis, des asociaux, des voyous, des casseurs, des «grands Frères», des mal logés, des vicieux, des schyzos, des paysans fous, des agriculteurs syndiqués...

Bref, une grève générale vraiment générale organisée comme telle et sans verbiage «ouvriériste» clivant, c'est à dire organisée à partir d'une foule d'organisations et de réseaux pas forcément d'accord entre eux, souvent hostiles mêmes, mais qui reconnaîtraient tous, dans leur propre calcul interne, la nécessité d'une première phase commune : péter la démocratie représentative du Parlement, bousiller le capitalisme en ses banques et supermarchés, saboter la mégamachine en ses aliénations, incendier le décor urbain, pendre les politiciens, les pendre vraiment aux rêverbes «Jean-Claude Decaux», organiser une sorte de feu purificateur dans la prairie France... Installer Paris au centre de la zone de combat planétaire contre le système...

Et respirer enfin un grand coup, putain !

Artisans en colère : l'Etat des forces

Dans un contexte de grève générale vraiment générale où la haine du système remplace la dialectique défaiçante, les artisans seraient amenés à jouer un rôle décisif.

D'abord parce qu'ils sont nombreux... Près de deux millions de petits patrons aux trésoreries exsangues, et quatre millions de leurs employés et apprentis souvent très proche humainement de leur employeur dans un contexte «Bonnet Rouge» qui a fait exploser, n'en déplaise au camarade Mélenchon, les habituels réflexes de lutte des classes... à partir d'une seule classe.

Ensuite parce que les artisans sont aujourd'hui la catégorie de population la plus socialement menacée, la plus fiscalisée et la plus enragée par les comportements violemment délirants des organismes de perception des cotisations du RSI...

Chez les artisans, le syndicat Union Professionnelle des Artisans est évidemment dépassé par l'ampleur de la crise qui frappe son secteur. Plus aucune négociation ne peut rien cautériser. Les artisans souffrent, les faillites explosent. C'est pourtant l'UPA qui, en pleine crise Bonnets Rouges, avait lancé avec succès la campagne «les sacrifiés», ces affiches noires en lettres blanches dont le concepteur de «je suis Charlie» s'est visiblement inspiré plus tard.

Globalement, les artisans se divisent en deux catégories les artisans du bâtiment et les artisans-commerçants des métiers de bouche et du secteur restauration-hôtellerie.

Au sein de l'ensemble, les artisans du bâtiment seraient les plus utiles en cas de grève générale vraiment générale. En effet, ils sont 350784 entreprises (employant deux salariés en moyenne) et près de 130.000 auto-entrepreneurs ; et encore au moins autant d'artisans illégaux de l'économie souterraine «au black» (En France, il y aurait environ 250.000 artisans illégaux ou sortis de la légalité en continuant à exercer malgré leur dépôt de bilan).

Les 350.000 artisans légaux fournissent en tout cas du travail à près de 700.000 salariés (685 396 exactement) et à 63 000 apprentis.

Au total, les artisans du bâtiment peuvent donc compter sur un réservoir humain d'un million et demi de travailleurs, soit déjà six fois plus que l'addition des fonctionnaires SNCF, La Poste et EDF...

La puissance de frappe de ce secteur est donc considérable. Surtout que c'est ici

que l'appauvrissement installe une véritable panique et de véritables sentiments de haine envers l'Etat, les politiciens, le système bureaucratique et fiscal, mais aussi envers l'oligarchie et son projet libéral-européen.

De plus, les travailleurs de ce secteur sont dans leur écrasante majorité des hommes vigoureux, équipés de véhicules et très outillés comme il faudrait évidemment que la grève générale vraiment générale le soit pour parvenir à pénétrer dans des endroits protégés, à éventrer des secteurs défendus ou à forcer le passage vers l'intérieur des palais nationaux et bâtiments de l'organisation territoriale de l'Etat.

Contrairement aux Lycéens et aux infirmières, chez les artisans du bâtiment, il y a naturellement tous les véris, disquesuses, groupes électrogènes, manitous et perceuses hydrauliques dont une insurrection aurait besoin pour «percer».

Quant au courage physique sur lequel une révolution ne doit jamais faire l'impasse, chacun voit bien que dans ces professions du bâtiment, la virilité et le potentiel en testostérone dépasse de loin ce que peuvent offrir les Universités ou les militants-poètes d'Alternative Libértaire !

Ajoutons encore que les artisans du bâtiment, comme les pompiers qui leur ressemblent sur ce point, seraient, sur le terrain de la lutte étendue, assez redoutés par la police pour imaginer que celle-ci cède en de nombreux points de défense face à une violence mécanisée parfois plus puissante que la sienne...

Les artisans ont été nombreux dans le mouvement des Bonnets Rouges. Quand il fallut faire tomber des portiques de quarante tonnes, ils étaient là avec le matériel nécessaire... Ils étaient très en flèche, même s'ils n'ont pas la tradition «commando» de certains agriculteurs (les légumiers du Nord Finistère sont les maîtres du genre), les artisans ont une capacité de mobilisation musculaire proprement effrayante, même quand on la compare finalement aux seuls 40.000 soldats effectifs de l'Armée de Terre... et aux 35.000 garde mobiles et CRS additionnés...

La police commence à craindre une réaction violente des artisans qui prendraient exemple sur le mouvement des «Forconis» italiens (pages 9 et 10). D'ailleurs les premiers signes se font sentir au point que Manuel Valls a cru calmer le jeu en déclarant que, pour sa part, il était désormais favorable à la suppression du RSI...



Tout au long de l'année 2013, la Capeb, malheureusement présidée par le franc-maçon Patrick Liébus, a mené une campagne énergique, débutée en février à Bordeaux, puis le 13 septembre et le 13 novembre 2013 à Paris.

Ces journées d'action, à la faveur de la contestation du passage de la TVA de 7 à 10%, furent surtout l'occasion de tester une stratégie militante littéralement inédite sur le plan de la mobilisation, puisque les artisans démontrèrent qu'ils étaient maintenant prêts à en passer par des «manifestations surprises» avec des rassemblements coup de poing de plusieurs centaines de véhicules utilitaires et leurs chauffeurs afin d'arriver par surprise dans les centres ville, et notamment devant les préfectures...



A partir du moment où une catégorie professionnelle, relativement trans-sociale dans ses relations employeurs et employés, est capable de mener de telles actions échappant à ce point au contrôle de l'appareil sécuritaire, on se trouve devant une capacité opérationnelle révolutionnaire assez proche de ce qu'avaient les nazis pendant la «blitzkrieg» qui fut fatale à nos démocraties.

Si les artisans pouvaient monter en puissance sur ce type d'action par guerre éclair, il est évident que nous devrions alors nous intéresser à eux fortement et de très prêt afin de préparer cette grève générale vraiment générale dont nous développons le projet lors du sommet du Bourget en décembre prochain.

Travailler les artisans devrait être devenu depuis longtemps un impératif majeur de nos organisations révolutionnaires. Seulement, doctrinalement, cela semble impossible à la plupart des organisations militantes telles que nous les connaissons. Chez celles-ci, le vieux réflexe «Petit patron = salopard ennemi» continue à jouer à plein en même temps qu'il apparaît évidemment totalement en suspension dans l'air. Aucun outil critique n'aura jamais levé les écrous dialectiques contre l'hérésie d'aller voir de ce côté, s'il n'y avait pas, par hasard, un gisement révolutionnaire plus important que celui que la classe ouvrière est devenue après les délocalisations massives.

Il est paraît-il entendu que les classes moyennes sont exclues de la révolution

qui ne devrait être que «prolétarienne», même quand les prolétaires n'existeront plus, au sens que Gorki donnait à ce mot. Une telle fixité idiote explique grandement les scléroses de nos appareils révolutionnaires devant la montée du Front National par exemple.

La méconnaissance des capacités révolutionnaires des «petits patrons artisans» n'a cependant pas échappé à Michéa, mais celui-ci semble bien seul.

Quand donc nous lancerons nous à une dizaine d'agitateurs pour faire à la Capeb ce que Sud fit naguère à la CGT ? Infiltrer les artisans ou les électriser spécialement serait pourtant donner quelques divisions de «Mc Gyver» motorisés à la grève générale vraiment générale !

Les Français en tableau

Regard sur la nouvelle sociologie française

Les déclassés ou «appauvris» (de 400 euros à 1300 euros par mois. Proximité totale avec la «galère», et retour à la campagne, bien souvent...)	La classe ouvrière (de 1400 euros à 2200 euros par mois) + sécurité de l'emploi et avantages sociaux en interne (CE)	Les classes moyennes maintenues (Plus de 2.500 euros par mois mais grande insécurité professionnelle)	La «vieille» bourgeoisie (Plus de 7.000 euros par mois) + réseau local de conservation (Rotary, Lion's, aristocratie, Loges maçonniques).	La classe oligarque (Plus de 15.000 Euros et multiples avantages de fonction) + un gros réseau de nature oligarchique.	Grandes Fortunes (Aucun souci d'argent)
---	---	--	--	---	--

Titulaires RSA	Fonctionnaires de base de l'Etat et des collectivités locales	Patrons de TPE	Grands bourgeois provinciaux exerçant une profession libérale (Notaires, promoteurs, huissiers, marchands de biens, médecins spécialistes, commissaires priseurs, chirurgiens.)	Politiciens;	Les grandes fortunes rentières, boursières, bancaires industrielles, étrangères, etc..
Titulaires COTOREP		Cadres du public	Grands bourgeois provinciaux exerçant une profession libérale (Notaires, promoteurs, huissiers, marchands de biens, médecins spécialistes, commissaires priseurs, chirurgiens.)	Hauts Fonctionnaires (Préfets, ambassadeurs, inspecteurs des finances, généraux, commissaires divisionnaires, etc.)	
Retraités du secteur privé	Ouvriers des industries étatiques et des sociétés du CAC 40	Cadres du secteur privé des entreprises non encore délocalisées	Rentiers de vieilles familles avec patrimoine	«Vedettes» du show biz et de la télé; Editoriales	
Chômeurs	Employés de base des services publics (EDF, SNCF, Poste, etc...)	Commerçants prospères non encore concurrencés	Officiers de l'Armée et de la Marine	Grands artistes engagés, sportifs, mannequins, prostituées de luxe, etc..	
Salariés du BTP	Retraités de la Fonction publique	Professions libérales; (Médecins, avocats, Vétérinaires, etc..)	Grands propriétaires terriens		
Artisans et commerçants accablés	Professeurs de collège et Instituteurs	Prostituées et commerciaux	Administrateurs de société		
Employés de la grande distribution à 1/2 temps	Ouvriers qualifiés du secteur industriel privé	Cultivateurs céréaliers			
Employés du secteur artisanal et commerce	Employés des services	Ingénieurs, chercheurs			
Ouvriers agricoles	Employés des nouvelles technologies	Professeurs d'université			
Ouvriers smicards du secteur industriel privé	Jeunes ingénieurs				
Agents d'entretien	Les ouvriers du Livre.				
Artistes inconnus					
Bricoleurs au noir et artisans illégaux					
Paysans sur des exploitations non concentrées et condamnées par le Crédit Agricole					
Décroissants, hippies					
Travailleurs immigrés					
Jeunes sans emploi et jeunes sous contrat d'insertion					
Chômeurs en formation requalifiante					
Prêtres, routards etc...					

Quand la classe ouvrière obéira enfin à la grande classe des appauvris... nous aurons l'insurrection simultanée !!!

Jouer la classe ouvrière ou bien les déclassés ?

Quand la classe ouvrière était la plus pauvre de toutes, quand un ouvrier à la chaîne était forcément moins riche qu'un paysan roublard de la Creuse, la classe ouvrière campait sur une position morale très forte. Elle était les *damnés de la terre* et, en conséquence, la compassion bourgeoise venait parfois jusqu'à elle, notamment pour lui fournir ses députés, ses élus, ses chefs, et ses intellectuels..

Aujourd'hui toutes les études sociologiques démontrent que la classe ouvrière est devenue, en ses réduits, une classe privilégiée comme une autre, avec les mêmes réflexes de défense.

La seule chose qui sauve encore la classe ouvrière c'est la confusion langagière qui établit une sorte de solidarité naturelle fictive entre le Rmiste et l'ouvrier qualifié du Syndicat du Livre qui touche pas loin de 3.00 euros par mois avec ses primes et le treizième ou quatorzième mois..

De nos jours, la grande classe ouvrière est une mystification, une escroquerie comptable. Dans la réalité, cette classe ouvrière traditionnelle s'est

repliée dans quelques niches comme l'industrie d'armement, le nucléaire, l'aéronautique et les services publics du transport ou de l'énergie.

Ne jouissant pas des mêmes avantages que ceux des niches productives protégées, les ouvriers du secteur privé subsistant ne peuvent même pas être rattachés à la grande classe ouvrière. En effet, dans la pratique, dans le quotidien, ils vivent de la même manière que la plupart des «appauvris» peuplant dorénavant la grande classe des «déclassés».

Celle-ci, comme le montre le tableau sociologique ci-dessus, est devenue de loin la plus nombreuse, et la plus énervée aussi «contre le système».

Pour atteindre néanmoins l'énorme classe sociale des appauvris, le discours ouvrieriste ne prend évidemment plus, puisqu'il est par nature «hors sujet», vécu et ressenti comme tel.

Nos organisations révolutionnaires ne peuvent pourtant pas faire l'impasse sur les pauvres et le plus grand nombre... C'est à ce travail de «révolution dans la révolution» que nous travaillons, nous les simultanistes.

Un mouvement sans organisation...

La chance de pénétrer et d'organiser les artisans de façon révolutionnaire avec quelques objectifs révolutionnaires de première phase existe encore.

En effet, aucun mouvement issu des rangs des commerçants artisans n'est parvenu à ce jour à fédérer autour de lui un vrai mouvement monopolistique. Tous se sont finalement greffés sur des manifestations officielles, de la CGPME par exemple... Tous les groupes qui se lèvent et connaissent une notoriété éphémère et virtuelle sont en réalité de petits groupes locaux comme *Sauvons-Nos Entreprises* en Charentes ou «*Les Pendus*» à Carcassonne ou «*Les Tondus*» à Poitiers et Nevers. Avant ceux-là il y avait eu «*les Pigeons*» et après eux «*les Cadenacés*», une excroissance de la CGPME qui sent l'insurrection venir et cherche justement à la cadencer...



essentielle et marchante de la grève générale vraiment générale.

Nos organisations révolutionnaires, qu'elles soient d'essence communiste ou anarchiste ou autre, comptent déjà quelques représentants de hasard dans ces professions. Pour construire un vrai pôle de combat, il faudra travailler sur le programme.

De quoi souffrent les artisans ? Des charges trop lourdes et de complications administratives sans fin, comme la nouvelle mise en place des contrôles de pénibilité qui sont un casse-tête très chronophage... En quoi satisfaire ces revendications afin de permettre aux artisans de relever aussi les salaires de leur compagnons et apprentis, serait un scandale ? En quoi surtout cela nuirait à une révolution ? Au contraire, une économie d'artisans et de petits ateliers ne serait-elle pas au fond préférable à une économie indus-

trielle ? Plutôt que de traiter l'artisanat comme un sous-patronat encore plus haïssable parce qu'il a un visage et des manières reconnaissables, ne ferait-on pas mieux de faire entrer l'artisan dans la classe des travailleurs dont nous parlons beaucoup entre nous mais sans plus jamais en voir beaucoup dans nos rangs ?

Techniquement, si une équipe révolutionnaire se mettait au service d'un leader artisan qui aurait du charisme et qui développerait un discours en déconnexion avec le patronat (ce qui arrive souvent), nous pourrions alors constituer une organisation redoutable. Car les indépendants ont des capacités de mobilisation que n'ont pas les employés.

Pour ce qui est de l'utilité révolutionnaire d'un gros capital violent, il faut se souvenir de la force d'impact que les métiers virils suent utiliser dans certains pays. Les mineurs roumains marchant

sur Bucarest, mais pas seulement eux...

Le meilleur exemple de ce que nous préconisons, c'est la Confédération Paysanne. Elle recueille près de 20% des voix aux chambres d'agriculture. Pourtant, il n'y a pas 20% d'alternatifs dans la paysannerie française... Un militant «enragé» comme René Riesel put même parvenir au secrétariat national de la Confédération avec des idées bien arrêtées... La même situation règne finalement aussi dans la classe ouvrière où les scores de la CGT dans le collège ouvrier, sont désormais dix fois supérieurs aux scores électoraux du PCF dans la société.

Bref, à la condition d'un certain sérieux, des révolutionnaires peuvent construire un syndicat-moteur là où il n'y en a aucun autre.

Le grand syndicat «méchant» des artisans et routiers est à construire de toutes pièces.

**Qui veut s'y coller ?
Qui veut être utile ?**

Programme du Grand Soir...

- 1 - Simultanité de toutes les luttes, sans distinction.
- 2 - Multiplicité de points de chauffe en province, préfecture, banques, assurances, administration (RSI, URSSAF, Trésorerie Publiques, Mairie, Conseils Départementaux, Régions...) initiatives laissées largement aux insurgés.
- 3 - Coquette-minute parisienne, blocus de la ville et blocage des axes par des manifs de tous types (non-violentes, vendetta, razzia, défilés etc.) initiatives laissées largement aux insurgés !
- 4 - Présence de nombreuses délégations internationales : ruine de l'état français à l'échelle planétaire : sentiments de

- libération et vents de liberté aux quatre coins du globe.
- 5 - Pas d'affrontements avec les forces de l'ordre.
- 6 - Tous les symboles de l'état attaqués et pris pour ce qu'ils sont : la représentation d'un pouvoir à abolir.
- 7 - Mise aux fers des élus et hauts fonctionnaires pour un jugement collectif de haute trahison, condamnation au retour à la vie civile et confiscation des biens illégalement acquis pour les coupables
- 8 - Ouverture des portes des prisons, amnistie générale.
- 9 - Abolitions des privilèges.
- 10 - Tournée générale et Grand Bal.

Mais où en sont les routiers ?



Les différents types de conducteurs de véhicules de poids lourds et les différents entrepreneurs de transports routiers n'ont pas toujours eu recours à la technologie d'action collective du barrage. Du début du XX^e siècle à la fin des années cinquante, ces individus, "les routiers", agissent collectivement dans les grands centres urbains. A la fin des années cinquante, les rues des villes ne sont plus l'objet de ces mobilisations mais restent néanmoins un enjeu symbolique. C'est dans les années soixante que les groupements d'entrepreneurs et de conducteurs découvrent les technologies du barrage routier qui deviennent à quatre reprises des événements politiques majeurs.

En février 1984, novembre 1991, juillet 1992, et novembre 1996, ces mouvements, qui étaient à l'origine localisés, se sont diffusés sur pratiquement l'ensemble du réseau routier français (et même européen pour 1984).

Ces mobilisations posent deux types de problèmes d'analyse révolutionnaire. Le premier est celui de l'apparition et de la "réussite" de cette technologie particulière d'action collective consistant à barrer les routes et étouffer les flux de transport.

Le second tient dans l'hétérogénéité du groupe social concerné : il n'est ni patronal, ni artisanal, ni salarial, ni ouvrier mais tout à la fois. Les routiers sont un groupe

social qui fait croire en son existence et qui est le produit des différentes catégories sociales qui l'ont mobilisé à leur profit pour se redéfinir à partir du début des années trente. On trouve alors un «moyau dur» constitué des entrepreneurs de différents métiers des transports sur route : déménageurs, loueurs de véhicules, commissionnaires, tractionnaires... On trouve également des conducteurs salariés de différents types de véhicules (les cars comme les différents types de poids lourds) transportant différents objets.

Si les routiers ont la réputation de barrer les routes, les acteurs des barrages sont aussi bien des patrons que des conducteurs salariés ou artisans. Mais le fait marquant provient de ce que personne ne va chercher à distinguer l'entrepreneur du salarié : le fait de voir un camion entraver la circulation suffit à faire la preuve que "les routiers barrent les routes". Pourtant cette illusion ne résiste pas à l'analyse : les routiers ne barrent pas les routes, ils usent d'une technologie particulière d'action collective permettant de regrouper ses semblables, de manifester le groupe. Le barrage est en réalité une facilité que ne leur donnerait pas un grand défilé parisien.

Ces barrages créent une hiérarchie en plus de la division du travail déjà envisagée. Des acteurs d'abord anonymes sont promus représentants d'un barrage et deviennent les porte-parole des leurs. Par trois fois, les barrages

routiers ont permis l'émergence de ce que les journalistes appellent un "leader des inorganisés". En juillet 1992, et ce pour la première fois, ce leader est un conducteur (Tarzan) alors qu'en 1984 c'était un artisan et en 1991 un entrepreneur. En 1984, le leader "inorganisé" qui émerge est l'auteur d'un cahier de revendications grâce auquel les négociations peuvent commencer. Ce leader, appelé Vasseur, n'est pas le seul à avoir mis par écrit les revendications des siens mais il est le seul à occuper le devant de la scène pendant tous ces événements. En 1991, le porte-parole consacré par les pouvoirs publics et la presse est un ancien candidat à la présidence de la FNTR en rupture avec son groupement et en passe de créer la coordination des transports routiers. En 1992, Tarzan est le routier plus vrai que nature, l'exemple typique conforme au stéréotype du routier. Il est également celui auquel les médias, les pouvoirs publics et certains manifestants sur les barrages reconnaissent la capacité de parler et de représenter cette catégorie. Il est surtout celui grâce à qui les pouvoirs publics pensent pouvoir ramener les autres à la raison en leur montrant qu'ils sont écoutés et même reçus par le Premier ministre. L'apparition de ces leaders est un des effets émergents de ces conjonctures.

Si nous devons durcir encore cette technologie du barrage routier, il faudrait évidemment recourir au leader masqué, cagoulé.

Il faudrait probablement aussi éviter les «porte-parole» dont on voit bien quel double-jeu l'Etat les pousse toujours à jouer à la fin en appelant à la «levée des barrages» après un simulacre de négociations dramatiques...

En novembre 1996, la grande grève des routiers préparée cette fois par les syndicats depuis un an en choisissant des points de barrage à proximité d'un mégaresto-routier et de ses toilettes, atteindra un nombre record de barrages : Ils sont plus de 250 le samedi 30 novembre, ultime étape du conflit.

En mars 2015, seuls les chauffeurs salariés ont fait grève.. contre leurs patrons, grosses boîtes de transport mais aussi artisans. Le mouvement s'est vite enfoncé dans le ridicule et n'a pas réussi à constituer assez de barrages pour être vraiment remarquables. La nuisance de ces barrages modestes sur les flux a été nulle. L'échec fut total.

Cela tient à ce que l'art du barrage routier réclame une mobilisation générale de tous les acteurs du métier : patrons, artisans et chauffeurs salariés. Sans une mobilisation qui les englobe tous, aucune chance de succès.

En revanche, quand tous sont concernés (par le permis à points par exemple), alors la force des barrages peut être aussi considérable qu'elle le fut en 1992.

Si nous devons durcir encore cette technologie du barrage routier, il faudrait évidemment recourir au leader masqué, cagoulé.

Histoire du second blocus de Paris



Cas unique de coopération activiste entre deux syndicats paysans - l'un alternatif et l'autre communiste - avec un syndicat non-aligné (FFA) ; la coordination Rurale du début des années 90 élaborera deux tentatives de bloquer Paris et de susciter délibérément une situation insurrectionnelle...

Au départ la Coordination est l'alliance opérationnelle conclue entre La Confédération Paysanne de José Bove, le Modéf mouvement de défense des exploitations familiales d'orientation communiste et puis la FFA Fédération Française de l'Agriculture, un petit syndicat paysan d'extrême droite dirigé par l'anarcho-royaliste Alexis Arette. La présence de la FFA dans l'alliance a son importance dans la mesure où c'est elle qui apporte dans la corbeille la reconnaissance syndicale par l'Etat dont ne jouissaient pas les deux autres syndicats de gauche.

Entre 1992 et 1994, la Coordination, créée fin 1991 autour du mot d'ordre « Non » à la réforme de la PAC n'est pas encore devenue le syndicat de sensibilité villiériste qu'il est devenu aujourd'hui. Dans les deux premières années de l'expérience, la coordination est présidée par Jacques Laigneau et Philippe Arnaud, tous deux villiéristes de la FFA. Mais les deux leaders se

sont sensiblement radicalisés au contact de quelques agitateurs d'Action Française sur lesquels il s'appuyaient...

Et puis, la moitié des paysans mobilisés par la Coordination sont à cette époque contrôlés par la Confédération Paysanne et le Modéf.

Au sein de la Coordination, la gauche pèsera d'ailleurs autant que les conservateurs et les monarchistes. L'anarcho-communiste Raymond Mineau, (cofondateur du Modéf avec le communiste Soulié) pèsera d'un poids certain dans la mesure où Alexis Arette était tenu par son ancienne équipe FFA qui voulait jouer l'alliance à plein...

Ainsi, le 15 septembre 1993 est organisé le second blocus de Paris, celui qui fera date. La Coordination Rurale voulait exiger du gouvernement français (Balladur) qu'il utilise son veto sur le volet agricole du GATT, en rétablissant la préférence communautaire.

Alors que le premier blocus un an plus tôt avait été démantelé violemment par des chars d'assaut, le second blocus mobilise

pendant trois jours quelques dizaines de milliers de paysans (probablement 30.000).

Dans un rayon de quarante kilomètres autour de Paris, les principaux axes routiers sont coupés, un commando fidèle d'Alexis Arette fait sauter les caténaires de la ligne Paris-Le Havre... Et les derniers carrés iront finir par s'attaquer à Disneyland où les avaient conduit l'Action Française alors gouvernée par une direction «antifasciste» autour de Stéphane Tilloy et Sébastien Lapaque.

La coordination avait donné consigne d'éviter tout affrontement avec les forces de l'ordre et de pratiquer une sorte de *chouannerie* autour de Paris où des groupes mobiles de paysans incendiaient des bottes de paille puis faisaient autre chose un kilomètre plus loin.... Le blocus de Paris fut levé au soir de la troisième journée.

C'est ce jour là, probablement, que la paysannerie française a disparue comme force décisive capable d'agir seule... Les paysans étaient encore 800.000 en 1992. Ils sont moins de 300.000

aujourd'hui. Un demi million ont disparu. C'était forcément les plus pauvres, sur les plus petites exploitations familiales...

Certes, la Coordination, le Modéf et la Confédération Paysanne existent toujours. A elles trois, elles représentent encore un gros tiers des exploitants agricoles (40% des voix cumulées aux chambres d'Agriculture contre le syndicat mafieux FNSEA). Mais on ne peut plus en faire une force principale, juste une grosse caisse dans «l'orchestre simultaniste» de

La grève générale vraiment générale !



En Italie, les Forconis pensent au coup d'Etat

"L'analyse de classe est souvent entendue, chez cette gauche qui n'a pas surmonté sa dépendance vis-à-vis des conceptions et de l'œuvre néfaste des réformistes et de la gauche bourgeoise, comme un simpliste "Ils sont des nôtres ? NON ! Alors ils sont fascistes !" : mais cela, camarades, ce n'est pas même le début d'une analyse. Toute aussi réductrice (et néfaste, aujourd'hui comme hier) est "l'analyse de classe" de ceux qui demandent "Ce sont des ouvriers, des travailleurs salariés ? NON ! Alors ils sont de droite". Analyse de classe veut dire identifier l'affrontement d'intérêts déterminé dans le cadre de la crise en cours comme point de départ pour faire coïncider le plus possible la coalition et l'opposition dans la lutte politique avec la coalition et l'opposition dans le champ économique : pour conduire les masses populaires à assumer des comportements politiques cohérents avec leurs intérêts", ou encore "Il s'agit donc (dans la majorité des cas) de secteurs des classes populaires non-prolétaires, soumis par la crise à un processus de prolétarisation, devenues (à partir du gouvernement Monti) la cible directe de l'œuvre de rapine et de spoliation menée par le gouvernement pour le compte du Grand Capital italien et international, et que dans une mesure croissante ne parviennent plus à vivre comme auparavant. Il s'agit de secteurs qui par nature suivront l'orientation de la classe, entre les deux principales (classe ouvrière et bourgeoisie monopoliste), qui plus que l'autre saura se mettre à leur tête, les orienter, les diriger. Si nous prenons volontairement, par la force des choses, un exemple approximatif, l'affirmation selon laquelle la "petite bourgeoisie" a été le principal vivier d'Hitler en Allemagne et de Mussolini en Italie est vraie dans la mesure où le mouvement communiste n'a pas su orienter et mobiliser cette classe. Le parallèle avec l'actualité, pour qui veut en voir un, est justement dans le fait qu'estampiller préventivement comme "mobilisation fasciste", "putschiste", "réactionnaire" une mobilisation qui dans les faits est contradictoire, revient à la livrer par avance entre les mains des plus audacieux tribuns populistes ou chefs mâfieux de la bourgeoisie".
La direction du PCI en 2014

Il y a deux ans, naissait en Italie le mouvement des «Forconis»... La plupart des grandes villes italiennes furent touchées par des blocages de routes, occupations de places et manifestations « surprise ». Les acteurs en sont des couches sociales qui ont peu l'habitude de ce type de lutte : commerçants, artisans, routiers, petits paysans rejoints par d'autres franges populaires plus ou moins marginales, dont des jeunes des banlieues, des chômeurs et aussi des étudiants. Ils ont souvent été désignés sous le nom de forconi (ceux qui brandissent des fourches). Leur mouvement a parfois été assimilé aux Bonnets Rouges bretons... mais on pourrait tout autant parler d'un nouveau «poujadisme révolutionnaire» et émeutier.

Tout commença fortuitement en janvier 2012, en Sicile, par un mouvement des patrons routiers. Comme le signalent nos camarades de la **Revue L'Anticapitaliste n°51 (février 2014)**, Ces derniers ont bloqué durant plusieurs jours des accès portuaires ainsi que des routes et autoroutes autour de Palerme. Il s'agissait de protester contre le prix du fuel, avec comme principale revendication la baisse des taxes. Ces actions ont bénéficié du soutien, voire de la participation d'autres catégories sociales : pêcheurs (également sensibles au prix du fuel), paysans, entrepreneurs et artisans du bâtiment, chômeurs... Ce mouvement traduisait en fait des aspirations plus larges que le prix du fuel et a mis en lumière les *forconi*, nés en Sicile dans les milieux agricoles durant l'été 2011. Ces *forconi* siciliens entremêlaient une thématique régionaliste (plus d'autonomie pour la Sicile par rapport au gouvernement central), l'affirmation du droit à la « dignité », des dénonciations de la corruption des politiciens et de leur refus d'écouter les revendications populaires, ainsi qu'un rejet du gouvernement et de la Banque centrale européenne. Ils se déclaraient apolitiques et contre les partis politiques, mais des observateurs avaient noté la présence d'éléments d'extrême droite dans le mouvement, notamment de *Forza Nuova*.

Du côté des partis politiques nationaux, des déclarations de soutien plus ou moins explicites au mouvement de janvier 2012 émanèrent de l'«Italie des valeurs» (centre-gauche) et de Beppe Grillo. Les grands partis gardèrent un silence pesant. Quant aux animateurs des mouvements sociaux siciliens, ils se divisèrent : certains dénoncèrent les actions de protestation en pointant la présence des néofascistes, tandis que les animateurs de deux centres sociaux de gauche de Palerme déclaraient : «*Nous sommes avec les forconi car c'est un combat légitime, populaire et largement suivi, qui a besoin d'une bonne orientation. Nous n'avons pas peur de nous salir les mains en le faisant.*»

L'ONDE DE CHOC DU 9 DÉCEMBRE

Dès ce premier round, se sont dégagés des caractéristiques qui marquent encore le mouvement : centre de gravité petit-bourgeois, écho populaire, présence de l'extrême-droite, inaction des grands partis et syndicats, interrogations «à gauche de la gauche».

En 2012 et 2013, le mouvement *forconi* allait bourgeonner dans les différentes régions italiennes. Des coordinations se sont formées au niveau régional et national sur des mots d'ordre généraux contre les impôts, contre les hommes politiques, les parasites (en ciblant les fonctionnaires), les syndicats qui ne défendent que les travailleurs qui ont un emploi, etc. S'y ajoute aussi la «fierté d'être italien». Le 9 décembre 2013 et les jours suivants, des manifestations importantes eurent lieu dans des dizaines de localités, marquées par des blocages de routes, des invasions de voies ferrées et des affrontements avec la police devant

des bâtiments publics. Ces manifestations furent particulièrement importantes et dures à Turin, ville traditionnellement ouvrière, mais fortement éprouvée par les restructurations industrielles (automobile, notamment) et ayant perdu un quart de ses habitants par rapport à 1971. A Turin et à Gênes, des policiers retirèrent leur casque en signe de sympathie avec le mouvement.

Comme dans le mouvement sicilien de l'année précédente, les couches petites-bourgeoises traditionnelles furent rejoints par des chômeurs, des jeunes des banlieues, certains étudiants. Les manifestants s'en prenaient au gouvernement d'Enrico Letta et à sa politique d'austérité, aux politiciens corrompus («*Qu'ils s'en aillent tous*»), à la hausse des impôts, aux banques, à l'euro et à l'Union européenne. Beaucoup portaient des drapeaux italiens et chantaient l'hymne national. A Turin, on a vu également des militants des centres sociaux qui déclaraient : «*Nous ne sommes pas d'accord mais nous sommes dans le mouvement de protestation pour en changer la trajectoire.*»

ILS ONT PENSÉ AU COUP D'ETAT...

Après cette éruption, durant le reste du mois de décembre eurent lieu diverses actions locales des *forconi*, tandis que s'amplifiaient les divergences entre «modérés» et «durs», portant notamment sur les moyens d'action. L'aile «dure» appela à manifester à Rome le 18 décembre. Dans une de ses multiples déclarations, Calvani évoqua même une issue militaire à la situation. Malgré le renfort des fascistes de la *Casa Pound*, cette action fut un échec avec moins de 3000 participants. Un des animateurs des «durs», Andrea Zunino (agriculteur de l'Italie du nord), se distingua néanmoins en déclarant que l'Italie était mise en esclavage par les banquiers juifs...

Les «modérés» avec Marianno Ferro (lui aussi agriculteur, issu du Mouvement pour l'autonomie de la Sicile, traditionnellement allié à la droite), se sont dissociés de l'initiative du 18 décembre. Des *forconi* de cette aile «modérée» déployèrent symboliquement une banderole le 23 décembre au Vatican devant le pape : «*Les pauvres ne peuvent pas attendre.*»

L'ITALIE, UN PAYS DE PETITES ENTREPRISES

Plus que d'autres pays européens, l'Italie se caractérise par l'importance des couches petites-bourgeoises traditionnelles non salariées. Ainsi, selon l'Insee, il y avait en Italie, en 2006, 120 commerces de détail pour 10 000 habitants, contre une peu plus de 30 en Allemagne et au Royaume-Uni et 70 en France. Selon l'Office italien des statistiques (Istat), en 2011, les petites entreprises (moins de dix salariés) ont en Italie un poids supérieur à la moyenne européenne : 81% de l'emploi (contre 67 % pour la moyenne européenne) et un tiers de la valeur ajoutée (contre 20 %).

Ces couches ont pu survivre grâce notamment à diverses réglementations protectrices et à la fraude fiscale. Mais la libéralisation du commerce et le développement des grandes enseignes de distribution mettent en difficulté le petit commerce local et notamment les vendeurs ambulants. Après six années de crise économique, les licenciements et la hausse du chômage pèsent sur la consommation, ce qui fragilise également ces commerçants et artisans. Enfin, dans le cadre des politiques d'austérité, des sacrifices sont en permanence exigés dont la seule fonction est de restaurer les profits et les revenus du patronat et de la grande bourgeoisie. Ces sacrifices pèsent d'abord sur les salariés mais n'épargnent pas, à travers la fiscalité, ces couches petites-bourgeoises qui découvrent ainsi leur potentiel révolutionnaire.

De plus, parmi les petits entrepreneurs en difficulté, on trouve aussi des chômeurs, dont un grand nombre de jeunes et d'anciens salariés, qui avaient réuni toutes les réserves financières familiales pour mettre sur pied une petite affaire afin d'obtenir un revenu.

Dans le quotidien de gauche *Il Manifesto*, un chroniqueur décrivait la manifestation des *forconi* de Turin, le 9 décembre, comme étant surtout composée d'«appauvris» (impovertiti) – membres des couches moyennes appauvries, précaires désormais condamnés à le rester, chômeurs, etc.

FAUT-IL LAISSER LE MOUVEMENT AUX POPULISTES ET AUX FACHOS ?

Cette situation est donc propice aux mouvements de révolte sociale malgré l'inaction des directions des grands syndicats, qui toutes cautionnent à des degrés divers les politiques néolibérales. Le 18 octobre dernier, les syndicats de base (indépendants des grandes confédérations) avaient appelé à une journée de grève nationale et à une manifestation à Rome, contre la politique d'austérité. La grève a surtout été suivie dans le secteur public, notamment l'éducation, la santé, les pompiers, les transports publics locaux. Le lendemain, samedi 19 octobre, une nouvelle manifestation était organisée à Rome, avec le soutien des syndicats de base, dans le cadre de la journée européenne pour le droit au logement. Cette manifestation a rassemblé plus de 70 000 personnes et a en fait été placée plus généralement sous le signe de la lutte contre la précarité. De nombreux jeunes et migrants sans papiers y ont participé.

Ces journées réussies marquent, malgré leurs limites (mobilisation de certains secteurs seulement le 18, résurgence chez des initiateurs du 19 de la vieille théorie distinguant les travailleurs dits «garantis» des «non garantis») l'existence d'un potentiel pour des mobilisations plus importantes. Mais elles n'ont pas marqué la situation au point de constituer un signal largement perçu de l'existence d'une opposition sociale apte à redonner un espoir face au rouleau compresseur des politiques capitalistes.

BIEN SÛR, LES CITOYENNIENNES FURENT CONTRE

Naturellement, Beppe Grillo ainsi que la *Ligue du Nord* ont été les premiers à apporter leur soutien aux *forconi*, tandis que Berlusconi affirmait lui aussi sa solidarité. A «gauche», par contre, le *PD* s'est posé en défenseur des institutions républicaines. Il en est de même de *SEL* (Sinistra, Ecologia, Liberta) et le leader Nichi Vendola a déclaré que les protestations étaient un danger pour la démocratie. Ces partis renforcent le sentiment de larges fractions des couches populaires, d'un désintérêt de la gauche officielle pour leur situation. Comme l'a écrit Roberto Biorcio dans *Il Manifesto* : «*la fourche brille dans le vide de la gauche.*»

Quant à la gauche radicale, elle est divisée. Quelques secteurs (dont les militants des centres sociaux cités plus haut) ont plus ou moins participé aux initiatives des *forconi*, mettant l'accent sur la possibilité d'influencer certaines de ses composantes. Certains s'interrogent, à l'instar d'un des leaders historiques du



mouvement No Tav (mouvement de protestation contre le projet de construction de la nouvelle ligne à grande vitesse Lyon-Turin), Alberto Perino : «*Quand un peuple est oppressé, il se rebelle et il doit être clair que nous ne pouvons pas laisser le champ libre à d'autres. Rappelons-nous l'expérience de l'Aube dorée en Grèce. Le risque est que cela peut se reproduire en Italie. Je ne dis pas que nous devons aller bras dessus-bras dessus avec le "faisceau". Bien au contraire. Mais, s'il faut faire attention à ne pas nous faire instrumentaliser, il faut être attentif à faire en sorte que ce ne soient pas d'autres qui instrumentalisent la révolte populaire.*»

EN L'ABSENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE...

Sinistra anticapitalista, une des organisations de la IV^e Internationale en Italie, développe une position plus distante vis-à-vis des *forconi*. «*Ce serait une illusion dangereuse, comme certains le radotent à gauche, de considérer ces mobilisations comme des fourriers d'une réelle lutte positive contre les politiques d'austérité et les gouvernements qui les ont appliquées*», écrit Franco Turigliatto.

Naturellement, nos camarades trotskystes doivent faire un gros effort de réalisme pour concevoir que la Révolution puisse naître dans des franges où les révolutionnaires sont justement moins à l'aise qu'ailleurs...

Mais puisqu'en France, la révolution n'est manifestement pas en préparation chez les cheminots, chez les postiers, chez les gaziers, chez les électriciens, ni chez les instituteurs, où la «défense des acquis» obsède et pousse au compromis, ne doit-on pas s'intéresser à ces *Forconis* français en gestation ?

Puisqu'il est entendu universellement que pour se lancer dans une révolution il faut avoir faim ou être menacé de ruine, la révolution ne doit-elle pas regarder plutôt vers ces *Forconis* en puissance, plutôt que vers les syndicats de l'aristocratie ouvrière. La CGT, la CNT et les autres SUD ne laisseront jamais leurs ouailles rejoindre un combat insurrectionnel et encore moins une véritable grève générale qu'ils ne sont d'ailleurs pas en mesure de déclencher...

Pourquoi refuser la qualité de force révolutionnaire à des mouvements violents spontanés qui parlent de plus en plus clairement de renverser le gouvernement ? Pourquoi en rester aux fonctionnaires comme seule «classe ouvrière» ce que, au passage, ils n'ont jamais été ?

Pourquoi limiter la révolution à la classe ouvrière quand celle-ci n'existe plus statistiquement que comme une classe en péril, une classe disparue, anéantie dans ses solidarités anciennes ? Pourquoi ne pas choisir enfin la révolution pour la révolution ? Pourquoi mépriser ceux qui veulent la faire au nom de l'intégrité de classe de ceux qui ne veulent plus la faire ?

Et si nous faisons alors un effort d'imagination ? Et si, avec prudence certes, nous nous lançons dans cette lutte-là ? Et si nous appelions ces forces-là en soutien de notre convergence contre le sommet de la COP21 pour «tout péter, y compris les Palais nationaux ? Et si les futurs *forconis* français nous apportaient leur rudesse, leur matériel d'artisan, leur tracteurs de paysans ?

Et si nous cessions d'être sectaires ? Et si nous reconnaissons enfin qu'un révolutionnaire est un révolutionnaire quel que soit son boulot ou ses origines ?

La fin de la Récré

« ÊTRE RADICAL, C'EST PRENDRE LES CHOSES PAR LA RACINE » Karl Marx

Nous ne serons jamais des animaux domestiques (cf. René Riesel, Du progrès dans la domestication, EdN 2003) gentiment parqués par l'État dans les cages de la soumission. Nous sommes des animaux sauvages, indomptables. Nous n'irons jamais nous cacher en bon ordre dans les abris anti-atomiques de l'État, en bons citoyens disciplinés, épris d'austérité religieuse et non-violente, (la « retenue » des « décroissants »), obéissants, tétanisés par les discours catastrophistes...

In *Nouvelles de nulle part*
La revue de J.M. Mandosio



Grâce à cette idéologie de la consommation, les différences de classe s'en trouvent camouflées et l'antagonisme qui existe entre les intérêts des classes dominantes et des classes dominées s'est estompé face à l'individualisme croissant que suppose la liberté de consommation. La défense des intérêts que toute personne trouve normalement au sein d'un groupe s'en trouve gravement diminuée. La perte de notion de peuple ou de classe et la standardisation des modes de vie supposent que l'individu qui entre dans la catégorie indifférenciés de consommateur, manque de plus en plus d'éléments de critique - puisqu'il lui manque des éléments de référence que sa nationalité et sa classe lui offrent - pour juger non seulement les problèmes d'ensemble de la société, mais encore ceux qui découlent de la consommation. Le consommateur finit par consommer ce qu'on lui demande de consommer, et le système produit des biens de consommation, non pas parce qu'ils sont nécessaires, mais parce qu'ils produisent des bénéfices à ceux pour ceux qui contrôlent le marché : marché qui s'est lancé dans une spirale effrénée et vertigineuse de besoins fictifs "nouveaux" et "urgents". Ce besoin de consommer en arrive même à transformer la valeur des produits eux-mêmes. En effet, fréquemment, surtout dans les pays au niveau de vie le plus élevé, ce n'est pas la valeur ou le service rendu par l'objet consommé, mais le fait même de consommer qui offre le plus grand plaisir au consommateur.

ETA - La paix pour l'Euskadi Sud (1984)

La fin de la Récré



"Encore un siècle de journalisme
- et tous les mots pueront"
Nietzsche (1882)

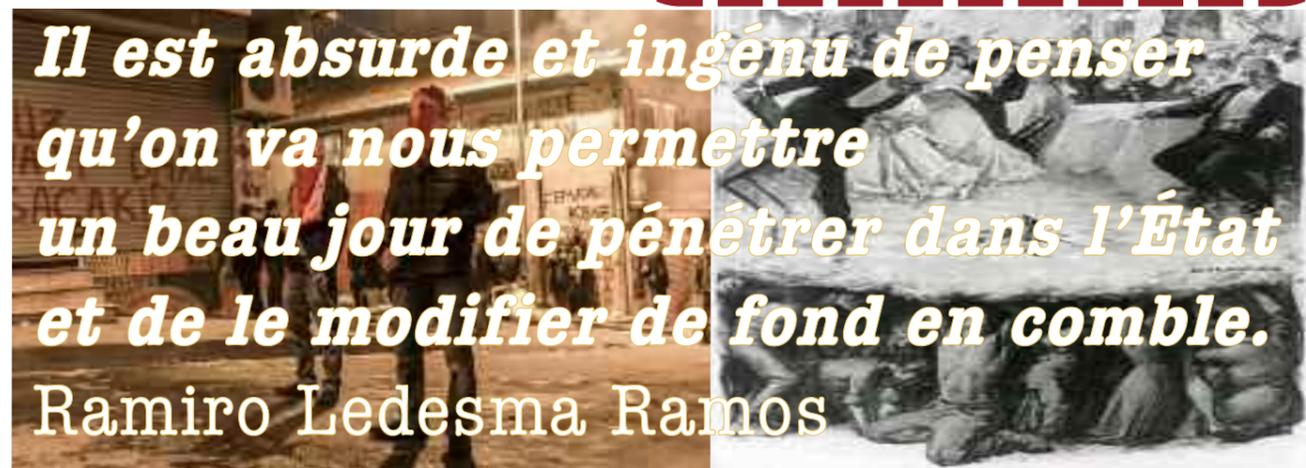
*Et pour les prolétaires qui se
laissent abuser par des
promenades ridicules dans les
rues, par des plantations
d'arbres de la liberté, par des
phrases sonores d'avocats,
il y aura de l'eau bénite
d'abord, des injures ensuite,
enfin de la mitraille,
de la misère toujours.*

Auguste Blanqui

Au peuple qui veut cette guerre libératrice, il faut donner confiance. Le capital infecte toute la société depuis longtemps ; des assauts prolétariens répétés ne sont pas venus à bout de sa puissance. Tout cela donne une impression de force : on a tellement prédit la chute du régime bourgeois qu'on n'y croit plus. Et même certains s'habituent un peu. Ils finissent par se convaincre que ce n'est pas si mal après tout : il y a du pain pour tout le monde ou à peu près ; il y a la télé, la démocratie. Il faut liquider la force de ces mensonges qui trompent aussi des gens du peuple. Notre objectif immédiat c'est que la vérité s'impose dans les esprits, libère les esprits. Dans la tête de chaque exploité il y a deux idées fondamentales : d'un côté la volonté de se battre, de l'autre la peur de l'avenir. D'où vient cette peur ? du climat de terreur entretenu par les bourgeois. Ceux-ci occupent toutes les positions dans la société et les défendent à n'importe quel prix. Ils dirigent les écoles et ils y sèment la peur : peur de se révolter, peur du chef, peur de perdre son emploi, peur du CRS qu'on peut appeler d'un moment à l'autre. Ils dirigent les écoles et y sèment la crainte et la soumission. Ils dirigent tout : la cité, l'usine, l'école, la rue. Ils décident tout : notre vie, notre niveau de vie, notre mort. Car ils n'hésitent pas à tuer, sur un chantier, une chaîne ou au fond de la mine. Ces monstres avancent masqués : quand ils assassinent, c'est un accident du travail ; quand ils affament c'est une loi économique, quand ils matraquent et torturent dans leurs commissariats, c'est que nous sommes des voyous. Démasquer les monstres, combattre cette poignée de profiteurs qui sèment la terreur, saper l'autorité de leur classe, voilà l'objectif immédiat. C'est cela donner aujourd'hui confiance au peuple. On a raison de se révolter contre les terroristes au pouvoir, voilà la vérité qui vaincra.

Gauche Proletarienne, Coup pour Coup
(texte anti-syndicaliste
écrit par les frères Halphen paraît-il)

**Il est absurde et ingénu de penser
qu'on va nous permettre
un beau jour de pénétrer dans l'État
et de le modifier de fond en comble.**
Ramiro Ledesma Ramos



Les forces de la Révolution semblent se terrer, et le grand Capital fait bombance au soleil. Mais nous qui ne sommes pas intoxiqués par l'alcool de l'idéologie bourgeoise, avec le radar historique de la doctrine marxiste — un radar sur l'écran duquel on ne lit pas de mensonges — nous avons retrouvé dans la brume des fonds marins de Nantucket, dans le limon amer des marais du désert arabe, nous avons retrouvé, accomplissant son oeuvre inépuisée, la Vieille Taupe, qui creuse la malédiction d'infâmes formes sociales et prépare leur lointaine, mais sûre, explosion.

Amadeo Bordiga dans le sinistre roman noir de la décadence sociale moderne (Technique relâchée et négligente. Gestion parasitaire et pillarde)
24 août 1956

Le fascisme n'est pas une tendance de la droite bourgeoise s'appuyant sur l'aristocratie, le clergé, les hauts fonctionnaires civils et militaires et visant à remplacer la démocratie du gouvernement bourgeois et de la monarchie constitutionnelle par une monarchie autoritaire.

Le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis ; c'est pourquoi il ne lui est nullement nécessaire et indispensable de remplacer les institutions démocratiques par d'autres. Pour nous, marxistes, cette circonstance n'a rien de paradoxal, parce que nous savons que le système démocratique ne représente rien de plus qu'une somme de garanties mensongères derrière laquelle se dissimule la lutte réelle de la classe dominante contre le prolétariat.

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IV^e congrès de l'Internationale communiste
2^e séance - 16 novembre 1922, p. 93.



Parti du mensonge démocratique, le fascisme y retournera ; et comme il s'agit d'un cadavre, il en partagera le sort, sans ouvrir au régime actuel les horizons d'une nouvelle histoire.

Amédéo Bordiga - discours en 1923.

C'est grâce à son intransigeance vis-à-vis de toutes les fractions de la bourgeoisie que Bordiga et la gauche n'ont pas été entraînés dans la voie de l'opportunisme qu'empruntait la troisième internationale avec la tactique de Front Uni et qui s'est révélée catastrophique pour le mouvement ouvrier. Cette solidité des principes et clarté des analyses les a rendus capables d'adresser une mise en garde, ô combien clairvoyante comme on peut en juger avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, contre la tentation opportuniste de fronts antifascistes : "Pour la lutte contre le fascisme, nous ne pouvons compter que sur l'internationale prolétarienne révolutionnaire. Il s'agit d'une question de lutte de classe. Nous n'avons pas à nous tourner vers les partis démocratiques des autres pays, vers des associations d'imbéciles et d'hypocrites comme la Ligue des Droits de l'Homme, car nous ne voulons pas faire naître l'illusion que ces partis et courants représentent quelque chose de substantiellement différent du fascisme, ou que la bourgeoisie des autres pays n'est pas en mesure d'infliger à sa classe ouvrière les mêmes persécutions et les mêmes atrocités que le fascisme en Italie."

(Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Ve congrès de l'Internationale communiste 2³e séance - 2 juillet 1924 ; p. 144).

Force et faiblesse du mai-juin 68 ouvrier à partir de l'exemple nantais

Commencée le 14 mai 1968 à l'usine Sud-Aviation de Nantes Bouguenais, la grève est suivie le lendemain à l'usine de Renault Cléon, puis c'est tout Renault qui s'y met. A ce moment encore, Renault avait un rôle déterminant en France, le dicton étant « quand Renault éternue, la France s'enrhume », et le mouvement s'étend à toutes les grandes usines de la métallurgie puis se répand dans toutes les usines du pays et les transports publics (SNCF, RATP, etc.) Les autres secteurs sont rapidement touchés, les banques, les assurances, etc., la Poste, l'enseignement (écoles, lycées, facs), les grands magasins, etc.

La clé du succès est que la grève était impétueuse et les initiatives prolétaires et populaires foisonnaient, dans un esprit d'émulation et de façon déroutante pour le pouvoir. Des secteurs rarement en grève comme ces milliers d'entreprises industrielles dans lesquelles il n'y a pas de syndicats (parce que les patrons les interdisent ou qu'elles sont trop petites) se retrouvent pour la première fois occupées par leurs ouvriers et ouvrières. Dès le 21 mai, c'est-à-dire en une semaine depuis la grève générale du 13 mai, il y a plusieurs millions de grévistes, le chiffre communément utilisé étant de dix millions de grévistes. Le désir mimétique a joué un très grand rôle. Comme toujours quand la vibration historique s'empare du peuple, on relève la tête, on se pardonne beaucoup, on se retrouve enfin et des sentiments nobles refont surface dans le corps social... On se bat aussi pour l'honneur. Comme le disait un travailleur de l'époque : « Lorsque nous avons lu dans la presse les comptes-rendus de la manifestation le lendemain, on a eu un peu honte. Tout le monde avait pris part à l'action sauf nous. Il fallait que l'on se rachète à la première opportunité. »

Cela signifie que le pays est complètement paralysé par la grève qui est générale. On parle toujours des usines emblématiques qui avaient une grosse influence au niveau politique (Renault Billancourt, Renault Cléon, Renault Flins, Citroën Javel, Peugeot Sochaux, etc.), mais la grève était massive et totale parce que toutes les usines étaient arrêtées. Il faut comprendre que la France de 1968 est une France beaucoup plus industrialisée qu'aujourd'hui. La part des ouvriers dans la population active est de l'ordre de 37 %, en grande partie dans l'industrie. La politique de décentralisation industrielle menée à la fin des années 1950 et au début des années 1960 a fait que le maillage industriel est important. L'industrie n'est plus concentrée dans la région parisienne, dans le Nord ou à Lyon, mais vous trouvez



Citroën 1930

des usines avec plusieurs centaines voire plus d'un million d'ouvriers ou d'ouvrières dans de toutes petites villes, voire des villages, en province.

Il s'agissait d'une situation pré-révolutionnaire. Edouard Balladur (qui était à l'époque un jeune conseiller du Premier ministre Pompidou) raconte que quand les ministres téléphonaient aux préfets pour évacuer les usines, ces derniers répondent ... qu'ils ne peuvent pas. La CGT 76 (du département de la Seine-Maritime qui comprend Rouen et Le Havre) a publié une brochure sur Mai-Juin 68 dans le département qui fourmille de détails très intéressants. Ainsi, corroborant ce que Balladur raconte, elle publie le pouvoir que le sous-préfet de Dieppe donne à la CGT, à la demande de celle-ci, pour gérer la distribution d'essence. Quand le général de Boissieu (aide de camp de De Gaulle) essaie de joindre Massu en Allemagne, la standardiste lui explique qu'elle doit demander l'autorisation au comité de grève pour passer cet appel à l'étranger.

On mentionne généralement Nantes comme le seul exemple de ville gérée par un comité de grève. Mais les recherches publiées récemment, qui se sont penchées sur Mai-Juin 68 dans les villes de province, révèlent au grand jour que la gestion par des comités de grève de la vie quotidienne était le fait de millions d'ouvriers. Dans beaucoup de grandes agglomérations (en fait dans les villes ouvrières) on retrouve un comité de grève pour la ville ou l'agglomération qui prend en charge le ravitaillement, les gardes d'enfant, la distribution de l'essence ; par ailleurs, la CGT assure la distribution de l'électricité ou de l'eau, le ramassage des ordures, etc., toutes choses à la charge de l'Etat central en temps normal.

Ceci montre combien le pouvoir central vacille. « Le sommet n'en peut plus » apparemment, et la rapidité de l'extension de la grève, sans que les directions syndicales aient appelé à ce mouvement, montre aussi que « la base n'en peut plus ».

Ceci amis lecteurs, est capital. Une situation révolutionnaire peut commencer par des prises de pouvoir au niveau local, qui paralyse l'état en ses points faibles et redonne confiance aux opprimés. Elles apportent le sens de la victoire et de la respiration dans notre camp, tout en asphyxiant le pouvoir ennemi. Mais sans vision claire de la prise du pouvoir au niveau national par l'insurrection, tout reste en suspens. C'est pourquoi le grand soir est une liesse attentive, vigilante. Les prises de pouvoir doivent éclore, se multiplier et commencer à organiser la vie sociale, pour éviter la pénurie et la défaite. Ou bien ces assauts doivent être continus et renouvelés, ou bien, ce qui est le mieux, ils doivent être simultanés.

Mais si le mouvement ouvrier et populaire de Mai-Juin 68 n'a finalement pas accouché, c'est que les forces réformistes et syndicalistes étaient aussi domestiquées par le pouvoir qu'hégémoniques dans les masses. Ainsi, la brochure CGT 76 mentionnée tout à l'heure reproduit une directive du bureau de l'Union locale CGT de Dieppe demandant à chaque usine occupée de « constituer, si ce n'est déjà fait, un Comité de grève avec les camarades responsables. » Ces comités n'étaient au mieux que des intersyndicales, ils n'étaient pas (ou très rarement) élus par les ouvriers et ne demandaient que rarement leur avis aux ouvriers. C'étaient des structures qui avaient un pouvoir très important, mais qui étaient entre les mains des bureaucrates syndicaux. Globalement, le PCF et la CGT ont joué double jeu et ont trahi pendant que des gens comme Mitterrand flairaient le vent.

Le faiblesse du mouvement de 68 à ne pas répéter est que l'incertitude a fini par durer... sans perspective d'une fin claire et nette, c'est-à-dire de l'insurrection libératrice. Finalement la soif d'ordre, naturelle et légitime dans un deuxième temps a joué à plein, et dans ce contexte, la menace de pénurie a été fatale. Concluons ce qu'il faut retenir de ces tentatives et de cet échec. Dans un pays dense comme la France, la prise du pouvoir central n'est pas le résultat d'une somme de prises de pouvoirs locaux. Ce grignotage réformiste est une illusion et c'est à terme la formule de l'impuissance. Il faut prendre l'objectif au sérieux et se faire une joie de servir sa splendeur. Il faut détruire le pouvoir central bourgeois

Nous sommes les simultanéistes



Nous sommes des *simultanéistes*. Notre courant révolutionnaire ne défend aucun programme commun, aucune plateforme de base, aucune «convergence des luttes», aucune confusion des doctrines, ni des genres, aucun cousinage supposé entre extrémistes de tous bords, il veut juste persuader toutes les luttes, de quelque nature qu'elles soient, qu'il est désormais de leur intérêt particulier à toutes, d'agir le même jour, avec un maximum de violence afin de saturer l'appareil de répression de la mégamachine à laquelle nous faisons tous face...

Ce n'est même pas un front commun d'alliés objectifs, c'est juste une convocation sérieuse pour susciter un jour la mobilisation soudaine d'une *grève générale vraiment générale* qui traversera alors toutes les couches de la société à la vitesse d'un clic et sans aucun à priori...

Celui qui dira : «*Moi je veux bien mais pas avec lui*», ne sera pas simultanéiste. Car la base même du simultanéisme est de n'oublier personne à la convocation du grand chaos si méchant avec l'oligarchie.

Jusqu'à présent, les théoriciens "simultanéistes", prétendaient que la valeur des moyens de travail et celle des produits du travail déterminées en même temps (simultanément), introduisaient, selon une

perspective marxiste, la séparation entre le système des valeurs/quantités de travail et le système des prix, c'est-à-dire le fameux problème de la transformation.. blablabla... blablabla... blablabla...

Tout cela est fini désormais. Les simultanéistes sont ceux qui défendent la simultanéité des luttes dans un pur esprit de destruction et dans le cadre d'une «première phase» destinée à abattre la mégamachine en la pourchassant jusqu'aux sous-sols des palais nationaux pris d'assaut par effet de simultanéité...

Sartre et Dos Passos étaient des écrivains simultanéistes convaincus que leur œuvre devait enregistrer les grandes pulsations de la société moderne à travers la représentation d'individus considérés dans leur singularité, mais soumis aux mêmes forces sociales et, par là, porteurs de caractères, de leçons, similaires ou complémentaires... De son côté, Apollinaire évoqua le simultanéisme pictural à propos d'un groupe de peintres... blablabla... blablabla... blablabla... Voilà qu'un nouveau simultanéisme arrive : c'est nous tous.

C'est un lieu commun que de considérer que l'Etat fait face à des contestations toujours successives, parcellaires, limitées, catégorielles, sectorielles, de la société ou de la classe ouvrière... Il est évident que l'Etat est un Horace qui tue les Curiaçes l'un après l'autre dans sa course jamais vraiment dérangée... Toutes les dissi-

dences sociales sont ainsi défaites les unes après les autres...

Mais si la grève des routiers de 1994, le blocus paysan de Paris de 1993, les émeutes de banlieue de 2005 et la Manif pour tous de 2014 avaient eu lieu le même jour, il est probable que le gouvernement confronté à une telle simultanéité serait tombé !

Ce n'est donc plus une *convergence des luttes* entre mouvements de gauche qu'il faut organiser avec ceux, les éternels défileurs, qui ont de toute façon l'habitude de travailler ensemble. C'est une simultanéité des soulèvements qu'il faut organiser partout et pour tout le monde.

Comment s'y prendre ? Par le respect. Tu veux tout foutre en l'air ? Tu en a marre ? Tu n'es pas content ? Très bien, super... Ecoute, on a un plan pour toi... Cela s'appelle «*Pour moi et pour les autres*». Tout le monde est invité. L'important c'est de pendre les ministres salopards et après on verra bien...

Le simultanéisme ne peut donc faire que dans la simplicité. Il ne doit mépriser personne. Nous disons bien *personne* et parmi ce «*personne*» il y a tout ce que l'on peut imaginer de skins, de djihadistes cruels, de petits patrons poujadistes ou de pédophiles en liberté... Tout sera bon le jour de la grande simultanéité ! Et tout ce que nous aurons pu racler dans les tiroirs devra être lancé dans la bataille suprême.

"Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave."

V. Lénine, Le programme militaire de la révolution.



"Les guerres civiles sont aussi des guerres. Quiconque reconnaît la lutte des classes ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont la prolongation, l'extension, l'aggravation naturelle et dans certaines conditions inévitables, de la lutte des classes.»

V. Lénine, Le programme militaire de la révolution.

Page 905 Editions en langues étrangères - Moscou
Institut du marxisme-léninisme près le
comité central du PCUS («Gospolitizdat - 1962).

Faites tourner PaZoc sur votre fichier de boites mails...